

UN GOUVERNEMENT DE PLUS EN PLUS DANGEREUX POUR LES LIBERTÉS PUBLIQUES

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 21 MARS 2019

En confiant à l'armée des missions, même limitées, de maintien de l'ordre, le gouvernement prend un risque majeur et porte gravement atteinte aux libertés publiques.

L'armée n'est ni habilitée ni formée ni équipée pour faire face à des manifestants. Confier à des militaires la charge de s'opposer éventuellement à des manifestants revient à transformer ces derniers en ennemis. C'est la paix civile que le gouvernement met en péril.

Loin de préserver l'ordre public, cette mesure n'a pas sa place dans une démocratie.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898

